



Malgré l'attractivité du Luxembourg, le chômage a augmenté ces dix dernières années dans le nord-lorrain. Photo Illustration RL/Philippe RIEDINGER

L'info décryptée

Emploi frontalier : un effet discutable sur l'économie nord-lorraine

Si les travailleurs frontaliers importent leur pouvoir d'achat en France, contribuent-ils pour autant à doper l'économie locale ?

La réponse est non, pour l'Agape, qui prend pour référence le nombre d'emplois créés dans le nord-lorrain sur la période 2010-2019 dans différents secteurs d'activité.

Baisse du nombre d'emplois privés dans la plupart des secteurs d'activité en Lorraine-Nord

Durant cette période, le nombre de frontaliers français est passé de 66 700 à 104 550. Dans le même temps, le nombre d'emplois privés sur la zone géographique de référence en Lorraine, est passé de 114 804 à 113 335 (-1470). La plupart des secteurs d'activité ont perdu des emplois, excepté l'hébergement/restauration et l'action sociale.

La hausse des frontaliers expliquerait en revanche la moitié de la hausse d'emplois dans les secteurs de l'immobilier et de la construction.

Ces chômeurs frontaliers qui pèsent sur les comptes de l'Unedic

Officiellement, le Luxembourg compte 6,3 % de demandeurs d'emploi (7,8 % en France). Un chiffre qui ne prend pas en compte les travailleurs frontaliers qui ont perdu leur emploi. L'Agape estime à environ 15 000 le nombre de « chômeurs frontaliers », dont 57 % de Français.

En 2018, le ministre Luxembourgeois du Travail, Nicolas Schmit, avait indiqué que la prise en compte des chômeurs

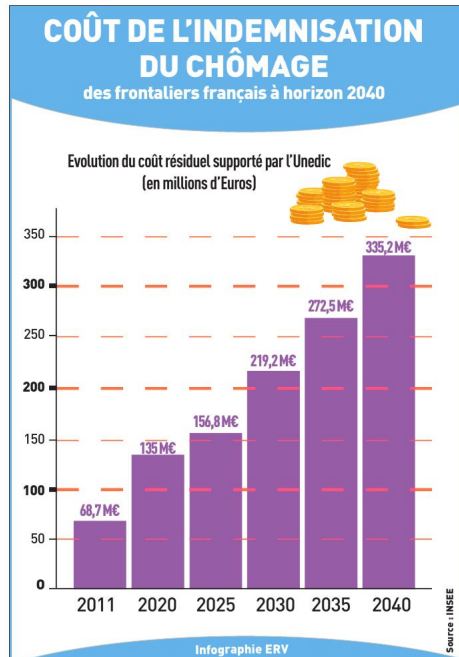
frontaliers entraînerait un doublement du nombre de demandeurs d'emploi au Luxembourg. Ce taux passerait alors de 6,3 % à 8,2 %. Chez les frontaliers français, le taux de chômage (14 %) serait deux fois supérieur à celui des résidents luxembourgeois.

Un impact sur l'Assurance chômage en France

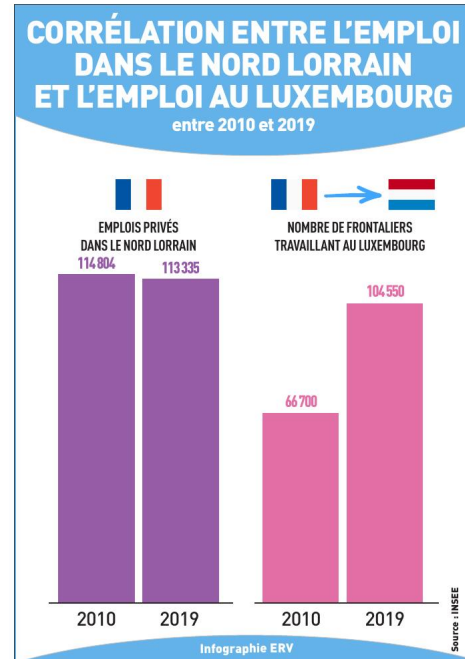
Cette part invisible de chômeurs pèse sur les finances de l'Unedic, qui indemnise les frontaliers français demandeurs d'emploi à partir du 4^e mois. Pour rappel, l'indemnisation de ces chômeurs est financée par les cotisations des salariés travaillant en France. En 2020, l'Unedic indemnisait 17 000 personnes issues du marché du travail luxembourgeois, pour 1 700€ mensuels en moyenne, soit 135 M€ par an.

Sur la période 2012-2020, cette somme culmine à 840 M€. Selon les estimations de l'Agape, la charge s'apparente à une « bombe à retardement » sur le système des allocations-chômage, puisque la charge pour l'Unedic pourrait atteindre 335 M€ par an d'ici 2040...

Un chiffre à nuancer, selon le chercheur Rachid Belkacem, qui estime difficile une projection « sur dix, vingt ou trente ans du taux de chômage, car de nombreux facteurs entrent en jeu... »



L'Unedic indemnise les frontaliers français demandeurs d'emploi à partir du 4^e mois de chômage.



Entre 2010 et 2019, le nombre de frontaliers français est passé de 66 700 à 104 550. Dans le même temps, le nombre d'emplois privés dans le nord-lorrain est passé de 114 804 à 113 335 (-1470). Conclusion : les travailleurs frontaliers qui importent leur pouvoir d'achat en France ne contribuent pas forcément à doper l'économie locale.

L'emploi intérim s'est effondré au Luxembourg lors du confinement de 2020

Si le Grand-Duché ne dope pas ou peu l'économie nord-lorraine, les Français seraient en revanche la première variable d'ajustement en cas de crise majeure.

Lors de la crise financière de 2008 et 2009, le nombre de frontaliers français a baissé significativement (- 1600 personnes). En 2020, lors du confinement, l'emploi intérim s'est effondré au Luxembourg (- 6 400 postes) : 3 800 étaient occupés par des Français.

À l'inverse, lors de la phase de reprise économique au Luxembourg, au premier trimestre 2021, aucun effet positif n'a été observé dans le nord-lorrain. Le chômage a même continué de progresser.